

Etablissements d'enseignement postsecondaire

Je peux offrir aux députés l'assurance que le gouvernement, une fois ce processus d'examen achevé, énoncera clairement les buts et les objectifs qu'il juge appropriés à l'égard de cet élément important de nos relations extérieures.

Il fera aussi des observations sur les divers moyens d'assurer un plus grand accès à nos établissements postsecondaires grâce aux politiques et programmes mis en oeuvre au niveau fédéral. Il précisera en outre les moyens possibles d'encourager un tel accès.

[Traduction]

Mme Lynn McDonald (Broadview—Greenwood): Monsieur le Président, je voudrais féliciter le député de Grand Falls—White Bay—Labrador (M. Rompkey) d'avoir présenté cette motion aujourd'hui. Il peut compter sur le soutien de mon caucus et sur mon appui sans réserve sur cette question et pour cette motion dont voici le libellé:

Que, de l'avis de la Chambre, afin de favoriser le développement d'autres pays, de promouvoir la compréhension internationale et de permettre à la société canadienne d'en profiter davantage aux points de vue scolaire, culturel, politique et financier, le gouvernement devrait envisager l'opportunité d'élaborer des politiques et de mettre en oeuvre des programmes destinés à faciliter pour les étudiants étrangers l'accès aux établissements d'enseignement postsecondaire du Canada.

Nous constatons malheureusement que le nombre d'étudiants étrangers dans nos universités et nos collèges a diminué ces dernières années. Cette tendance est attribuable à certains facteurs économiques et à des questions de réglementation.

J'ai déjà été étudiante étrangère à l'Université de Londres. Je suis donc en mesure de parler des avantages personnels que j'ai retirés de mes études supérieures en Angleterre. Mon séjour dans un collège international m'a permis de rencontrer des étudiants de partout dans le monde. Ce fut une excellente expérience qui m'est profitable aujourd'hui quand j'ai besoin d'informations et de contacts. En tant qu'ex-professeur dans des universités canadiennes, voire en Europe au cours d'un bref congé sabbatique, je sais que les étudiants étrangers représentent un apport immense pour notre pays. Les étudiants canadiens qui fréquentent nos universités en savent davantage sur le monde quand ils peuvent rencontrer des collègues d'autres pays. Nous voulons multiplier ce genre de contacts avec des étrangers.

Mais les moyens de le faire manquent actuellement. Nous avons bien un budget pour l'aide au développement international et nous avons pris certains engagements sur ce chapitre, mais je déplore que nous n'ayons pas respecté notre promesse de porter notre aide extérieure à 0,7 p. 100 de notre PNB. Nous n'avons pas atteint cet objectif et nous sommes loin de mettre les bouchées doubles, mais nous avons effectivement pris certains engagements sur le chapitre de l'aide internationale. Nous dépensons un peu pour l'enseignement dans les pays en voie de développement. Mais fort peu pour les étudiants étrangers au Canada. Je trouve que nous ne faisons pas grand-chose compte tenu de l'excellence de nos universités et de la contribution qu'elles pourraient apporter au développement international.

Les bourses d'études canadiennes offertes aux pays en développement ne représentaient en 1985-1986 que 0,3 p. 100 de l'effort global du Canada dans le domaine du développement, et leur valeur n'atteignait que 7,9 millions de dollars. C'est très

peu par rapport à l'aide que nous pourrions accorder. Nous ne donnons annuellement qu'environ 1 500 bourses d'études aux pays en développement alors que d'autres pays se montrent beaucoup plus généreux. Le Royaume-Uni, les États-Unis et le Japon, par exemple, accordent près de 20 000 bourses par année. Nous sommes bien loin derrière alors que nous pourrions faire mieux et que la présence d'étudiants étrangers dans nos universités serait un atout.

Tout en comblant son désir d'aider au développement, le Canada tirerait de cette mesure divers avantages. On a déjà parlé des bienfaits économiques qu'apporte la venue d'étudiants étrangers au Canada et de ce que les liens qui se tissent peuvent procurer à très long terme aux Canadiens. Les étudiants établissent ainsi des contacts qui leur seront très utiles, si, un jour, ils deviennent parlementaires, gens d'affaires, professionnels et chercheurs. Nous vivons à l'échelle planétaire, nous ne sommes pas confinés à un seul pays. Ce sont des contacts avantageux pour le Canada. Il devrait se créer des réseaux de personnes qui participent à la vie gouvernementale, économique, politique et culturelle de leur pays. Les étrangers qui auront vécu au Canada reviendront ici pour acheter des biens et des services, accorder des contrats de toutes sortes et collaborer avec nous à quelque projet d'ordre politique ou autre. Ces gens nous considéreront comme des amis. Les contacts de ce genre porteront des fruits pendant de nombreuses années.

• (1720)

A part le fait que nous n'accordons pas beaucoup de bourses aux étudiants étrangers, il faut se rendre compte que parmi les étudiants étrangers que nous recevons au Canada, un nombre disproportionné vient de pays riches. Il s'agit peut-être de pays du tiers monde, mais manifestement, il y a d'énormes différences entre les pays du tiers monde pour ce qui est de la richesse. Nos programmes ne profitent pas aux pays les plus pauvres. Pour que l'aide au développement à l'étranger soit réaliste, l'enseignement est essentiel, et nous pourrions faire beaucoup plus à cet égard. Il faut être sensible aux besoins des pays situés dans les régions les plus pauvres du monde et aux énormes pressions auxquelles ils sont soumis. Ils ont dû reprendre à leur compte et financer des systèmes d'enseignement. Ils font face à une crise à l'heure actuelle, car ils sont fort endettés. Certains pays doivent compter avec des catastrophes naturelles et, dans bien des cas, il leur faut sabrer dans leurs propres systèmes d'enseignement. Il s'agit d'une occasion idéale pour nous de montrer que nous sommes sensibles aux besoins de ces gens et que notre aide s'adresse bel et bien à ceux qui en ont le plus besoin. Ce n'est tout simplement pas le cas à l'heure actuelle.

Si l'on en croit une étude effectuée par le Bureau canadien de l'éducation internationale, au cours des deux dernières années universitaires, on a assisté à une baisse de 23 p. 100 du nombre d'étudiants étrangers au niveau postsecondaire au Canada. En outre, à peine 5 p. 100 de nos étudiants étrangers viennent des pays les moins développés. En 1985, le Canada a offert des bourses à des citoyens de pays aussi riches que la France, la République fédérale d'Allemagne, et le Japon, mais à aucun ressortissant du Tchad, de Madagascar, de la Birmanie ou de la Guinée équatoriale, qui comptent parmi les pays les plus pauvres du monde. On voit là vraiment la nécessité